

# AUTORISATION DE PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

2026URBA197

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		Référence dossier :
Déposée le : 03/12/2025	Complétée le 17/12/2025	N° PC 34337 24V0031M01
Affichée le : 15/12/2025		
Par	CARREL David	
Demeurant à	2 Rue de la Font Majour 34750 VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	Surface de plancher autorisée : 40m <sup>2</sup> (inchangée)
Pour	Ajout d'un "velux" fenêtre de toit H118cm x 188l cm. Ajout d'une fenêtre en façade Sud-ouest H 745cm X 500l cm.	Surface de garage autorisée (inchangée) : 37m <sup>2</sup>
Sur un terrain sis	87 Chemin de l'Hopital 34750 VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	Destination : Habitation
Parcelle(s)	AM029	Travaux sur construction existante

Le Maire,

- Vu** la demande susvisée ;  
**Vu** le code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Climat (PLUi-C) de Montpellier Méditerranée Métropole approuvé ;  
**Vu** le Permis de construire initial délivré le 20/12/2024 au bénéfice de CARREL David ;  
**Vu** les pièces complémentaires déposées en date du 17/12/2025 ;

**Considérant** que le projet consiste en l'ajout d'un "velux" fenêtre de toit H118cm x 188l cm. Ajout d'une fenêtre en façade Sud-ouest H 745cm X 500l cm ;

**Considérant** que le terrain d'assiette du projet est situé au sein du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Climat (PLUi-C) de Montpellier Méditerranée Métropole dans les zones suivantes :

- UC 3-11
- VLM 2 ;

## ARRETE :

**ARTICLE 1:** Le permis de construire modificatif est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée **sous réserve de respecter strictement les prescriptions de l'article 2 ci-dessous** ;

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté n'apporte aucun changement à la période de validité du permis de construire d'origine, d'origine, dont les prescriptions et autres obligations sont maintenues.

VILLENEUVE LES MAGUELONE, le  
Par délégation du Maire,

21 JAN. 2026

**Thierry TANGUY**  
1er adjoint délégué  
à l'urbanisme et aux travaux



7

**Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens, accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le (ou les) demandeur(s) peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.